1. Examen écrit	- Administrateur 2ème grade – échelle 11
2. Durée de l'examen	- 4 Heures
3. Type d'examen	- Questions à choix multiples (QCM)
4. Méthode de réponse	- La candidate ou le candidat doit répondre aux questions à choix multiples (QCM) sur la feuille de réponses fournie, en marquant la ou les bonnes réponses (A/B/C/D).
5. Notation	- La note totale est de 80 points
6. Barème de notation	- Une bonne réponse vaut (1) point. - Une mauvaise réponse vaut (-1) Point - Aucune réponse vaut (0) point. - Dans le cas de questions à réponses multiples correctes, il est impératif de cocher toutes les bonnes réponses pour que la réponse soit considérée comme correcte.

Question 1. Qu'est-ce qu'un référentiel de compétences ?

A. Un ensemble d'outils pour le recrutement
B. Un document qui décrit les compétences nécessaires à un poste ou une fonction
C. Une méthode d'évaluation des performances
D. Une grille de rémunération

Question 2. La GPEC (Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences) vise principalement à :

A. Réduire les coûts salariaux
B. Adapter les emplois aux évolutions stratégiques de L'entreprise
C. Améliorer le climat social
D. Réaliser les entretiens annuels d'évaluation

Question 3. Parmi les outils suivants, lesquels sont utilisés pour analyser les compétences d'un fonctionnaire ?

A. Le budget prévisionnel
B. Le bilan social
C. L'entretien professionnel
D. La matrice SWOT

Question 4. Une compétence est dite "transversale" lorsqu'elle :

A. Est propre à un poste très technique
B. Est transférable d'un poste à un autre ou d'un secteur à un autre
C. Est acquise uniquement par la formation
D. Est spécifique à une entreprise

Question 5. La cartographie des compétences permet :

A. De créer un organigramme hiérarchique
B. De définir le budget RH
C. De visualiser les compétences disponibles dans l'organisation
D. De recruter plus rapidement

Question 6. Dans une démarche de GPEC, l'analyse des écarts de compétences vise à :

A. Identifier les fonctionnaires sous-performants
B. Calculer le taux de turnover
C. Déterminer les besoins de formation et d'évolution
D. Supprimer des postes obsolètes

Question 7. Dans le cadre de la transformation numérique, le rôle des RH dans la gestion des compétences est notamment de :

A. Limiter les usages numériques pour éviter les risques
B. Externaliser l'ensemble des fonctions RH
C. Développer les compétences digitales internes
D. Freiner les projets d'innovation

Question 8. Quelle est la différence principale entre *savoir-faire* et *compétence* dans un contexte professionnel ?

A. Le savoir-faire est uniquement théorique, la compétence est pratique
B. Le savoir-faire est un élément de la compétence
C. La compétence n'inclut pas le comportement professionnel
D. Le savoir-faire repose uniquement sur le savoir-être

Question 9. Quelles sont les caractéristiques principales du Plan Comptable Marocain (PCG 2005) ?

A. Il est basé sur le principe de la comptabilité de caisse
B. Il introduit les normes IFRS pour les entreprises cotées
C. Il prévoit une présentation normalisée des états financiers
D. Il est structuré autour d'un système de comptes à 10 classes

Question 10. Lesquelles des charges suivantes sont déductibles fiscalement au Maroc pour une entreprise soumise à l'IS ?

A. Amendes et pénalités infligées par l'administration
B. Dotations aux amortissements conformes au tableau d'amortissement
C. Rémunérations non justifiées par un contrat de travail ou une prestation
D. Intérêts sur emprunt utilisé dans l'activité de l'entreprise

Question 11. Dans le cadre du calcul de l'impôt sur les sociétés (IS) au Maroc, quelles sont les spécificités à considérer ?

A. L'IS est progressif selon le chiffre d'affaires
B. Les provisions pour créances douteuses peuvent être déduites sous conditions
C. Le taux de l'IS peut être réduit pour les entreprises industrielles nouvellement créées
D. Les dividendes distribués sont exonérés d'impôt chez le bénéficiaire

Question 12. Dans la comptabilité publique marocaine, quelles sont les missions principales de l'ordonnateur ?

A. Exécuter les paiements
B. Émettre les ordres de recettes et de dépenses
C. Contrôler la régularité des opérations comptables
D. Engager les dépenses dans le respect des crédits autorisés

wadifa-info.com نماذج المباريات من موقع وظيفة إنفو

Source: www.wadifa-info.com/fr/modele-concours/905 - Wadifa Info - page 1/6

Question 13. Quelles sont les principales fonctions de la comptabilité analytique ?

A. Déterminer les coûts des différentes opérations et fonctions de l'entreprise
B. Déterminer les bases d'évaluation des éléments du bilan de l'entreprise
C. Analyser les résultats par le calcul des coûts des produits et les comparer au prix de vente
D. Établir des prévisions de charges

Question 14. Quelles sont les principales sources de financement pour les entreprises publiques au Maroc ?

A. Subventions de l'État
B. Emprunts obligataires
C. Revenus générés par les activités
D. Dividendes des filiales

Question 15. Quels sont les types de dépenses autorisées dans le cadre de la comptabilité publique marocaine ?

A. Dépenses de personnel
B. Dépenses d'investissement
C. Dépenses de fonctionnement
D. Toutes les réponses sont fausses

Question 16. Quelles sont les étapes clés du cycle budgétaire dans la comptabilité publique marocaine ?

A. Élaboration du budget
B. Adoption du budget
C. Contrôle de l'exécution budgétaire
D. Toutes les réponses sont correctes

Question 17. Quels sont les principaux types de contrôles exercés dans la comptabilité publique marocaine ?

A. Contrôle interne et externe
B. Contrôle financier
C. Contrôle administratif
D. Toutes les réponses sont correctes

Question 18. Quels sont les objectifs du contrôle de gestion dans les organismes publics ?

A. Évaluer la rentabilité financière des investissements
B. Améliorer la performance des services publics
C. Assurer une bonne exécution des budgets
D. Réduire les effectifs systématiquement

Question 19. Quels outils sont généralement utilisés dans le contrôle de gestion public ?

A. Tableaux de bord
B. Budgets-programmes
C. Équilibre financier à long terme
D. Audit interne

Question 20. Le contrôle de gestion dans le secteur public marocain est encadré par :

A. La LOLF (Loi organique relative à la loi de finances)
B. Les directives du FMI
C. Le décret sur la comptabilité publique
D. Le cadre de performance sectoriel

Question 21. Les indicateurs de performance dans un établissement public peuvent inclure :

A. Taux d'exécution budgétaire
B. Niveau de satisfaction des usagers
C. Nombre de réunions de direction
D. Délai moyen de traitement des dossiers

Question 22. Dans une approche de gestion axée sur les résultats, le contrôle de gestion public vise à :

A. Suivre uniquement les dépenses
B. Mesurer les impacts des politiques publiques
C. Identifier les écarts entre objectifs et réalisations
D. Renforcer la responsabilité des gestionnaires

Question 23. Quels éléments caractérisent le contrôle budgétaire dans une entité publique ?

A. Suivi des crédits ouverts
B. Vérification de la légalité des dépenses
C. Analyse des écarts entre prévisions et réalisations
D. Révision en cours d'année du budget sans autorisation

Question 24. Quels sont les objectifs principaux d'une politique publique ?

A. Répondre à un besoin collectif
B. Réaliser des profits pour l'État
C. Réguler les relations entre acteurs sociaux
D. Réduire les inégalités sociales

Question 25. Quels sont les acteurs majeurs impliqués dans l'élaboration des politiques publiques au Maroc ?

A. Parlement
B. Gouvernement
C. Sociétés multinationales
D. Société civile

Question 26. Quelles politiques publiques ont marqué les réformes au Maroc depuis les années 2000 ?

A. Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH)
B. Régionalisation avancée
C. Privatisation des universités publiques
D. Réforme de la justice

Question 27. Quels sont les instruments utilisés pour la mise en œuvre des politiques publiques au Maroc ?

A. Lois et règlements
B. Budget de l'État
C. Marchés publics
D. Programmes d'ajustement structurel

Question 28. Quels rôles joue la Cour des Comptes dans le cadre des politiques publiques ?

A. Formulation des politiques
B. Contrôle de la gestion financière des institutions publiques
C. Évaluation des politiques publiques
D. Sanction disciplinaire des ministres

Question 29. Quels sont les principes clés de la gouvernance publique selon les réformes récentes ?

A. Transparence
B. Efficacité
C. Centralisation
D. Redevabilité

Question 30. La régionalisation avancée vise à :

A. Déconcentrer les décisions administratives
B. Renforcer l'autonomie des régions
C. Supprimer les gouverneurs
D. Mieux adapter les politiques aux spécificités locales

wadifa-info.com نماذج المباريات من موقع وظيفة إنفو

Source: www.wadifa-info.com/fr/modele-concours/905 - Wadifa Info - page 2/6

Question 31. Quels sont les types de procédures de passation des marchés publics prévues par la réglementation marocaine ? A. Appel d'offres ouvert B. Appel d'offres restreint C. Marché négocié D. Toutes les réponses sont fausses	**Question 32. Quels documents un soumissionnaire d'un marché public doit-il obligatoirement fournir dans son dossier administratif ?** A. Certificat de patente B. Attestation de situation fiscale C. Attestation CNSS D. Copie du registre de commerce
Question 33. Dans quel(s) cas peut-on recourir au marché négocié sans publicité ni mise en concurrence ? A. Urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles B. Lorsque le marché concerne un secret d'État C. Lorsque l'objet du marché est une prestation intellectuelle D. Lorsque le montant est inférieur à un seuil réglementaire	**Question 34. Quels critères sont utilisés pour l'évaluation des offres techniques et financières d'un marché public ?** A. Le prix B. La qualité technique de l'offre C. Le respect de la parité homme-femme D. Les délais de livraison
Question 35. Quels sont les recours possibles pour un soumissionnaire évincé ? A. Réclamation auprès de la commission d'ouverture B. Recours gracieux auprès du maître d'ouvrage C. Recours contentieux devant le tribunal administratif D. Saisine de l'Instance nationale de probité	**Question 36. Quels éléments doivent figurer dans le cahier des prescriptions spéciales (CPS) ?** A. Les clauses techniques B. Les clauses administratives C. Les conditions d'exécution D. Les barèmes fiscaux du soumissionnaire
Question 37. Quels sont les seuils financiers qui déterminent le type de procédure à adopter pour un marché public ? A. Seuil des appels d'offres B. Seuil de consultation restreinte C. Seuil de passation directe D. Seuil de l'avis d'appel à manifestation d'intérêt	**Question 38. Quels outils de dématérialisation sont utilisés dans les marchés publics marocains ?** A. Le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma) B. La signature électronique C. Plateforme Open Data Maroc D. Les sites web des ministères
Question 39. Dans le cadre de l'évaluation des offres, comment le pouvoir adjudicateur peut-il justifier le rejet d'une offre anormalement basse ? A. En exigeant une justification détaillée des coûts B. En se référant à la moyenne arithmétique des offres C. En comparant avec les prix du marché de référence D. Aucune réponse	**Question 40. La commission d'appel d'offres peut être ajournée dans quels cas ?** A. Absence de quorum B. Présence d'une seule offre C. Vice de procédure dans la réception des plis D. Manquement du président de la commission
Question 41. Quels principes de la commande publique sont explicitement affirmés dans la réglementation marocaine ? A. Liberté d'accès à la commande publique B. Égalité de traitement des candidats C. Confidentialité des offres financières D. Transparence des procédures	**Question 42 .Quels marchés sont exclus du champ d'application du décret sur les marchés publics ?** A. Marchés liés à la défense nationale B. Marchés passés à l'étranger par des ambassades marocaines C. Marchés de fournitures scolaires en urgence D. Marchés entre établissements publics
Question 43. Quelles sont les obligations du maître d'ouvrage vis-à-vis des soumissionnaires non retenus ? A. Notification écrite du rejet avec motifs B. Communication du PV d'attribution complet C. Délai de préavis avant signature du marché D. Publication du résultat sur le portail des marchés publics	**Question 44. Dans le cadre de la dématérialisation, quels actes doivent obligatoirement être signés électroniquement ?** A. Le dossier de consultation des entreprises (DCE) B. Les procès-verbaux d'ouverture des plis C. Les offres financières et techniques D. Le contrat de marché
Question 45. Quels sont les critères d'alerte pour détecter une collusion entre soumissionnaires ? A. Offres financières très proches entre elles B. Utilisation de documents juridiques identiques C. Partage de personnel entre entreprises concurrentes D. Aucune réponse	**Question 46. Quel rôle joue le Comité national de gouvernance des marchés publics (CNGMP) ?** A. Veiller à la régularité des marchés passés B. Proposer des réformes réglementaires C. Gérer les litiges entre adjudicateurs D. Évaluer la performance du système de commande publique
Question 47. En cas de résiliation unilatérale du marché par l'administration, quelles conséquences pour l'attributaire ? A. Droit à indemnisation en cas de résiliation sans faute B. Possibilité de recours devant les juridictions administratives C. Obligation de verser une pénalité D. Aucune réponse	**Question 48. Quels sont les principes fondamentaux de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) ?** A. La clause de la nation la plus favorisée B. Le traitement national C. La réciprocité tarifaire bilatérale D. La transparence des politiques commerciale

wadifa-info.com نماذج المباريات من موقع وظيفة إنفو

Source: www.wadifa-info.com/fr/modele-concours/905 - Wadifa Info - page 3/6

Question 49. Quels sont les objectifs principaux des accords de libre-échange (ALE) ?
- A. Réduction des droits de douane entre pays membres
- B. Harmonisation fiscale et monétaire
- C. Promotion des investissements directs étrangers
- D. Facilitation des échanges commerciaux et de services

Question 50. Quels documents sont généralement exigés lors d'une opération d'importation ?
- A. Facture commerciale
- B. Lettre de crédit irrévocable
- C. Certificat d'origine
- D. Liste de colisage

Question 51. Quels sont les principaux risques dans une opération de commerce international ?
- A. Risque de change
- B. Risque politique
- C. Risque documentaire
- D. Toutes les réponses sont correctes

Question 52. Quels accords internationaux influencent directement le commerce des services ?
- A. L'AGCS (Accord général sur le commerce des services)
- B. L'ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle)
- C. L'OMPI (Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle)
- D. L'Accord de Paris sur le climat

Question 53. Quels sont les effets potentiels des mesures protectionnistes sur le commerce international ?
- A. Hausse des prix pour les consommateurs
- B. Développement de la production locale à court terme
- C. Renforcement des relations bilatérales
- D. Risques de représailles commerciales

Question 54. Quels avantages une entreprise peut-elle tirer de l'utilisation des zones franches ?
- A. Suspension ou exonération de droits de douane
- B. Simplification des formalités douanières
- C. Exclusion totale du contrôle fiscal
- D. Stockage temporaire de marchandises sans paiement immédiat de taxes

Question 55. Quelles sont les conditions d'une segmentation efficace selon les critères marketing classiques ?
- A. Mesurabilité
- B. Accessibilité
- C. Rentabilité
- D. Toutes les réponses sont correctes

Question 56. Quels KPIs (indicateurs clés de performance) sont couramment utilisés pour mesurer l'efficacité d'une campagne marketing digitale ?
- A. Taux de conversion
- B. Coût par clic (CPC)
- C. Part de marché nationale
- D. Taux de rebond

Question 57. Quelles sont les étapes du processus d'achat d'un consommateur dans un modèle B2C ?
- A. Prise de conscience du besoin
- B. Évaluation des alternatives
- C. Expérimentation produit obligatoire
- D. Décision d'achat

Question 58. Quelles sont les conséquences d'un mauvais positionnement marketing ?
- A. Confusion dans l'esprit du consommateur
- B. Difficulté à fidéliser les clients
- C. Réduction de la différenciation perçue
- D. Baisse immédiate des coûts de production

Question 59. Quelles stratégies peuvent être adoptées lors de la phase de maturité d'un produit (cycle de vie) ?
- A. Extension de gamme
- B. Réduction de la communication
- C. Réorientation du ciblage
- D. Réduction des prix pour maintenir les parts de marché

Question 60. Quels éléments entrent dans la construction d'une image de marque cohérente ?
- A. Identité visuelle
- B. Valeurs de l'entreprise
- C. Politique de rémunération interne
- D. Expérience client globale

Question 61. Quels types de sociétés sont les plus courants dans le tissu économique marocain selon l'OMPIC ?
- A. Société Anonyme (SA)
- B. Société à Responsabilité Limitée (SARL)
- C. Société en nom collectif
- D. Société en commandite par actions

Question 62. Quel est les rôles clés du conseil d'administration dans une société anonyme marocaine ?
- A. Définir la stratégie générale
- B. Gérer la paie du personnel
- C. Nommer le directeur général
- D. Contrôler les comptes de l'entreprise

Question 63. Quelles sont les obligations fiscales des entreprises marocaines en matière d'IS (impôt sur les sociétés) ?
- A. Paiement trimestriel des acomptes
- B. Déclaration annuelle de résultat
- C. Retenue à la source sur dividendes
- D. Déduction totale de la TVA sur toutes charges

Question 64. Quelles sources de financement sont disponibles pour les PME au Maroc ?
- A. Crédit bancaire
- B. Fonds Innov Invest
- C. Leasing (crédit-bail)
- D. Prélèvements obligatoires

Question 65. Quels sont les éléments fondamentaux d'une stratégie d'entreprise performante ?
- A. Analyse SWOT
- B. Leadership autoritaire
- C. Alignement organisationnel
- D. Veille concurrentielle

Question 66. Quels mécanismes RH sont compatibles avec une politique de performance durable au Maroc ?
- A. Évaluation annuelle des compétences
- B. Externalisation systématique de la formation
- C. Système de rémunération variable
- D. Mobilité interne et gestion des talents

wadifa-info.com نماذج المباريات من موقع وظيفة إنفو

Source: www.wadifa-info.com/fr/modele-concours/905 - Wadifa Info - page 4/6

Question 67. Dans le contexte marocain, quels sont les enjeux de la digitalisation des entreprises ? A. Optimisation des processus métiers B. Simplification de la comptabilité manuelle C. Sécurité des données et conformité RGPD D. Transformation de la relation client	**Question 68. Quels critères sont pris en compte dans le cadre des appels à projets de financement public au Maroc ?** A. Viabilité économique du projet B. Impact social et territorial C. Taux d'endettement personnel du dirigeant D. Innovation ou valeur ajoutée sectorielle
Question 69. Dans un contrôle fiscal d'entreprise au Maroc, quels documents sont généralement exigés ? A. États financiers certifiés B. Contrats commerciaux C. Livres comptables D. Dossiers médicaux du personnel	**Question 70. Quelles institutions jouent un rôle dans la régulation des affaires au Maroc ?** A. Tribunal de commerce B. Direction Générale des Impôts C. Cour des comptes D. Agence nationale pour la promotion de l'emploi
Question 71. Dans le cadre du statut général de la fonction publique, quelles sont les fonctions attribuées aux administrateurs ? A. Élaboration de politiques publiques B. Exécution de tâches subalternes C. Direction de services D. Contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales	**Question 72. L'administrateur joue un rôle essentiel dans la gestion budgétaire en assurant :** A. L'élaboration des projets de loi de finances B. Le suivi de l'exécution budgétaire des programmes C. La rédaction des décrets d'application D. La production des rapports de performance
Question 73. Quelles sont les compétences transversales requises pour un administrateur moderne au Maroc ? A. Leadership managérial B. Expertise juridique C. Compétences en comptabilité nationale D. Sens de l'éthique publique	**Question 74. Dans le cadre de la déconcentration administrative, quelles sont les implications pour le rôle de l'administrateur ?** A. Transfert de la décision centrale vers les services déconcentrés B. Renforcement des prérogatives des élus C. Adaptation des politiques aux spécificités territoriales D. Diminution de la coordination verticale
Question 75. Dans une démarche d'amélioration continue, l'administrateur doit : A. Mettre en place des dispositifs de veille stratégique B. Utiliser des indicateurs de performance C. Favoriser la reddition des comptes D. Centraliser toutes les décisions opérationnelles	**Question 76. Dans un contexte de gouvernance publique, l'administrateur agit en respectant :** A. La hiérarchie administrative B. Les principes de transparence et de responsabilité C. L'autonomie des ministres D. Les procédures de passation des marchés publics
Question 77. Dans la gestion des ressources humaines publiques, l'administrateur peut intervenir dans : A. La planification des besoins en effectifs B. Le recrutement et la mobilité C. La conduite des entretiens d'évaluation D. La désignation des agents de police judiciaire	**Question 78. Quels enjeux stratégiques l'administrateur doit-il intégrer dans la conduite de l'action publique ?** A. Inclusion sociale B. Gestion durable des ressources C. Réduction de la dépense publique sans évaluation D. Digitalisation des services
Question 79. Le rôle de l'administrateur dans l'éthique et la prévention de la corruption inclut : A. La dénonciation des irrégularités constatées B. La mise en place de dispositifs internes de contrôle C. La tolérance zéro vis-à-vis des pratiques illicites D. La confidentialité absolue, même en cas de fraude	**Question 80. Dans l'organisation administrative marocaine, l'administrateur peut collaborer avec :** A. Le corps préfectoral B. Les juridictions financières (IGF, Cour des comptes) C. Les agences et établissements publics D. Les syndicats patronaux uniquement

wadifa-info.com نماذج المباريات من موقع وظيفة إنفو

Source: www.wadifa-info.com/fr/modele-concours/905 - Wadifa Info - page 5/6

Wadifa Info

www.wadifa-info.com

Le sujet suivant à préparer — **النموذج التالي للتحضير**

نموذج مباراة توظيف متصرف من الدرجة الثانية - وزارة الاقتصاد والمالية 2026 - تخصص العلوم

Modèle de concours : Administrateur – 2e grade – Ministère de l'Économie et des Finances 2026 – Sciences juridiques

www.wadifa-info.com/fr/modele-concours/338

Chaîne WhatsApp — **قناة واتساب**

المباريات الجديدة والنتائج كل يوم

Nouveaux concours et résultats chaque jour

www.wadifa-info.com/wa

Chaîne YouTube — **قناة يوتيوب**

امتحانات تجريبية بالتصحيح، بالدارجة

Examens blancs corrigés, expliqués en darija

youtube.com/@wadifainfo

Envoyer à un ami — **أرسل النموذج لصديق**

شارك هذا النموذج على واتساب مع من يحضّر معك

Partagez ce sujet sur WhatsApp

wa.me